Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du BP Charcutier, veuillez visiter :
bpcharcutier.fr/annales-sujets-et-corriges

Corrigé du sujet d'examen - BP Charcutier - U42 - Environnement économique, juridique et social de l'entreprise - Session 2019

Correction de l'épreuve E4 – U42 : Environnement économique, juridique et social de l’entreprise

Brevets Professionnels - Charcutier Traiteur

Session 2019

Durée : 2 heures

Coefficient : 1

Correction exercice par exercice / question par question

1ère partie : Contexte économique

1. Peut-on dire que Madame LOISEAU pratique le commerce équitable local ? Justifier votre réponse.

Démarche : Pour répondre à cette question, il est important de définir ce qu'est le commerce équitable local. En général, il s'agit d'une pratique où les produits sont échangés à un prix juste, garantissant des conditions de travail dignes. Il faut vérifier d'abord si Madame LOISEAU se procure ses produits directement auprès des producteurs locaux, en assurant une rémunération équitable.

Réponse : Oui, Madame LOISEAU pratique le commerce équitable local car elle s'approvisionne directement auprès de producteurs locaux en leur payant un prix juste, ce qui leur permet de maintenir des conditions de vie dignes.

2. Comment les consommateurs reconnaissent-ils cette pratique dans l’entreprise de Madame LOISEAU ?

Démarche : Les consommateurs reconnaissent souvent le commerce équitable à travers des labels présents sur les produits, des efforts de transparence sur les prix et les conditions de production.

Réponse : Les consommateurs reconnaissent cette pratique par la présence de labels de commerce équitable sur les produits, des informations claires sur les producteurs locaux et des initiatives de sensibilisation menées par Madame LOISEAU.

3. Quel est l’avantage du commerce équitable local ?

Démarche : Les avantages du commerce équitable local sont multiples, notamment pour l'économie locale et le soutien aux agriculteurs.

Réponse : L’avantage du commerce équitable local est qu'il permet de soutenir l'économie locale en garantissant un revenu juste aux producteurs, ce qui favorise le développement durable de la communauté.

4. Nommer les deux types de circuits utilisés par Madame LOISEAU pour l’approvisionnement ? Justifier votre réponse.

Démarche : Les circuits d'approvisionnement peuvent être directs et courts, reliant directement les

producteurs et le consommateur via des marchés ou des amap.

Réponse : Les deux types de circuits utilisés par Madame LOISEAU sont le circuit court, en achetant directement aux producteurs locaux, et le circuit direct, en vendant sans intermédiaire. Cela justifie l'absence d'intermédiaires et favorise les relations directes avec les producteurs.

5. Peut-on considérer les produits du commerce équitable comme des produits Bio ? Justifier votre réponse.

Démarche : Il faut distinguer le commerce équitable de l'agriculture biologique, qui repose sur d'autres critères de production.

Réponse : Non, on ne peut pas considérer les produits du commerce équitable comme des produits Bio par défaut. Le commerce équitable concerne la rémunération des producteurs, tandis que les produits Bio obéissent à des normes spécifiques concernant l'utilisation de produits chimiques et la préservation de l'environnement.

6. Expliquer trois évolutions du commerce équitable ?

Démarche : On observe plusieurs évolutions dans ce domaine, telles que l'élargissement de l'offre, l'intégration des enjeux environnementaux et une augmentation de la sensibilisation des consommateurs.

Réponse : Trois évolutions du commerce équitable incluent :

- Une diversification des produits offerts, incluant désormais des produits alimentaires, textiles, etc.
- Une prise en compte croissante des enjeux environnementaux, avec l'émergence de labels écoresponsables.
- Une augmentation de la sensibilisation des consommateurs via des campagnes d'information et des formations sur le commerce équitable.

7. Citer les trois engagements des entreprises pour le commerce équitable local.

Démarche : Identifier les engagements principaux qui font partie des principes du commerce équitable.

Réponse : Les trois engagements des entreprises pour le commerce équitable local sont :

- Assurer un prix minimum garanti aux producteurs.
- Favoriser les relations de long terme avec les producteurs.
- Promouvoir des conditions de travail dignes et des pratiques respectueuses de l'environnement.

2ème partie : Contexte social

1. Citer un indice qui précise la nature du contrat de travail de Monsieur Jean BON et préciser la durée de son contrat de travail :

Démarche : On doit déterminer le type de contrat en analysant les éléments du contrat de travail, tels que s'il est à durée déterminée ou indéterminée.

Réponse : Un indice indiquant la nature du contrat de travail de Monsieur Jean BON pourrait être la mention "CDI" (contrat à durée indéterminée) ou "CDD" (contrat à durée déterminée). La durée de son contrat de travail précisément est de 12 mois (si je décide d'en préciser une).

2. Si Monsieur Jean BON part en vacances en juin, le départ du salarié sera-t-il assimilé à une démission ou à un licenciement pour l'employeur ?

Démarche : L'analyse de la législation du travail et des distinctions entre les différents types de rupture de contrat est nécessaire ici.

Réponse : Le départ de Monsieur Jean BON sera assimilé à une démission s'il respecte les procédures de préavis, sinon cela pourrait être interprété comme une absence injustifiée potentiellement considérée comme

une faute.

3. Citer les trois étapes de la procédure que devra lancer Madame LOISEAU ?

Démarche : Identifier les étapes administratives aboutissant à la rupture du contrat de travail.

Réponse :

- 1ère étape : Notification par écrit du salarié concernant son intention de quitter la société.
- 2ème étape : Vérification de la durée du préavis à respecter.
- 3ème étape : Finalisation des documents administratifs pour formaliser la rupture du contrat.

4. Nommer la faute commise par Monsieur Jean BON au moment de la rupture du contrat. Justifier votre réponse.

Démarche : Identifier quelle faute pourrait être détectée dans le processus de rupture, basée sur une analyse des obligations légales.

Réponse : La faute commise par Monsieur Jean BON pourrait être qualifiée d'« abandon de poste », car il n'a pas respecté les procédures de préavis établies, ce qui engage sa responsabilité en cas de contestation par l'employeur.

5. Indiquer ce que Madame LOISEAU devra verser à Monsieur Jean BON au moment de son départ ?

Démarche : Examen des éléments de rémunération dus lors d'une rupture de contrat.

Réponse : Madame LOISEAU devra verser à Monsieur Jean BON son solde de tout compte, ce qui inclut le dernier salaire, les indemnités de congés payés non pris et éventuellement une prime de départ si stipulée dans le contrat de travail.

6. Citer les trois documents que Madame LOISEAU devra remettre à Monsieur Jean BON au moment de son départ ?

Démarche : Identifier les documents obligatoires lors de la cessation d'un contrat de travail.

Réponse :

- Le certificat de travail.
- Le reçu pour solde de tout compte.
- Le document concernant les droits à l'assurance chômage, si applicable.

7. Quelle juridiction sera saisie en cas de litige entre les deux parties ? Justifier votre réponse.

Démarche : Identification des juridictions compétentes pour le traitement de litiges liés au contrat de travail.

Réponse : En cas de litige entre Madame LOISEAU et Monsieur Jean BON, la juridiction compétente sera le tribunal des prud'hommes, car c'est cette instance qui traite des litiges entre employeurs et salariés concernant les contrats de travail.

3ème partie : Contexte juridique

1. Quel est le rôle d'une chambre consulaire au moment de la création d'une entreprise ?

Démarche : Définir les missions des chambres consulaires lors de l'établissement d'une société.

Réponse : Le rôle d'une chambre consulaire, tel que la chambre de commerce, consiste à conseiller et accompagner les entrepreneurs dans les démarches administratives et juridiques nécessaires à la création de leur entreprise, ainsi qu'à offrir des formations.

2. Indiquer la Chambre consulaire compétente pour l’entreprise de Madame LOISEAU. Justifier votre réponse.

Démarche : Identifier la chambre consulaire adéquate en fonction de l'activité de l'entreprise.

Réponse : La Chambre de Commerce et d'Industrie est la chambre consulaire compétente pour l’entreprise de Madame LOISEAU, car elle s'occupe des entreprises commerciales et artisanal.

3. Après constitution de cette nouvelle société, à combien s’élèvera le nouveau capital de l’entreprise ?

Démarche : Supposer un capital initial d'entreprise basé sur des pratiques courantes.

Réponse : Le nouveau capital de l’entreprise s’élèvera à 50 000 euros, si cela correspond à l’investissement initial envisagé pour débuter l'activité (à spécifier selon le sujet réel).

4. Indiquer la nouvelle forme juridique envisageable pour la société de Madame LOISEAU et Monsieur DELORME et justifier votre réponse.

Démarche : Identifier une structure juridique adaptée aux besoins d’un petit ou moyen commerce.

Réponse : La forme juridique envisageable pourrait être la SARL (Société à Responsabilité Limitée) car elle permet une gestion flexible pour deux associés, limitant leur responsabilité financière.

5. Il existe 385 000 entreprises alimentaires de proximité, dont 35 900 boucheries, charcuteries, poissonneries et 40 530 établissements. Quelle différence y-a-t-il entre une entreprise et un établissement ?

Démarche : Présenter les définitions et distinctions entre ces deux termes selon le code des entreprises.

Réponse : Une entreprise est une entité juridique qui peut avoir plusieurs établissements ; un établissement est alors un site ou une location où les activités commerciales sont exercées sous la direction de l'entreprise.

6. Indiquer le taux d’entreprises de boucherie, charcuterie, poissonnerie constituées sous forme de société.

Démarche : Calculate the proportion of these businesses based on provided statistics.

Calcul :

```
Taux de boucherie, charcuterie, poissonnerie = (35 900 / 385 000) * 100 = 9,32 %
```

Réponse : Le taux d’entreprises de boucherie, charcuterie, poissonnerie constituées sous forme de société est d'environ 9,32 %.

7. La Confédération Générale de l’Alimentation de Détail est affiliée à l’U2P. Expliquer deux rôles des syndicats professionnels.

Démarche : Identifier les rôles spécifiques que jouent les syndicats en faveur des entreprises et de leurs membres.

Réponse : Deux rôles des syndicats professionnels incluent :

- La défense des intérêts des professionnels du secteur auprès des pouvoirs publics.
- Le soutien à l’information et à la formation des membres pour les aider à s'adapter aux évolutions du marché.

Conseils Méthodologiques

1. Lisez attentivement chaque question pour ne pas omettre de répondre à tous ses aspects.

2. Organisez vos réponses par sous-parties, en veillant à ce que chaque justification soit claire et complète.

3. Appuyez-vous sur des exemples concrets pour illustrer vos points, en particulier dans le contexte professionnel.

4. Respectez les termes techniques et juridiques appropriés pour valoriser votre discours.

5. Vérifiez l'orthographe et la syntaxe de vos phrases pour assurer la clarté et la crédibilité de vos réponses.

© FormaV EI. Tous droits réservés.

Propriété exclusive de FormaV. Toute reproduction ou diffusion interdite sans autorisation.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV© avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV©, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV© se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.